

Elevages
9, rue du sabot
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 05/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/04/2023

Contexte et constats

Publié sur



SARL Société Costarmoricaine d'Elevage de Poulets

2 LA VILLE DORE
22590 Pordic

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0052203263

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2023 dans l'établissement SARL Société Costarmoricaine d'Elevage de Poulets implanté LA PATINERIE 22170 Plélo. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Constats effectué lors des inspections de la SARL Station avicole de la Ville au Doré et de la SARL Stimul-Flore

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL Société Costarmoricaine d'Elevage de Poulets
- LA PATINERIE 22170 Plélo
- Code AIOT : 0052203263
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation autorisée pour une capacité de 108 000 emplacements de volailles de chair.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- [à compléter](#)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Prescription sur le transfert des déjections	Arrêté Préfectoral du 15/07/2021, article 5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Obligation de transfert	Arrêté Préfectoral du 15/07/2021, article 6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Modification du plan de gestion des déjections annexé à l'installation, sans notification préalable.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prescription sur le transfert des déjections

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2021, article 5
Thème(s) : Élevage, Transfert des déjections
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 5.1. - Une convention est établie avec une société prestataire de service qui assure la reprise de 729 tonnes de fumier brut de volaille correspondant à 20412 UN et 12731 UP2O5. Les fumiers bruts repris doivent être dirigés vers des installations dûment autorisées à les recevoir, à les transformer puis à les commercialiser.
Constats : L'inspection de la SARL Stimul-Flore a mis en évidence que cette installation reprenait des déjections brutes en provenance de la SARL Société Costarmoricaïne d'Elevage de Poulets alors que celle-ci est censée faire reprendre l'ensemble des déjections produites par la société TERRIAL. Non Conforme
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3mois

N° 2 : Obligation de transfert

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2021, article 6
Thème(s) : Élevage, Transfert des déjections
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les quantités exportées, qui font l'objet d'une obligation de transfert au titre de l'arrêté préfectoral établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, doivent l'être en dehors des communes situées antérieurement en zone d'excédent structurel et en dehors des parcelles situées en bassins connaissant d'importantes marées vertes sur les plages définies par le SDAGE excepté celles situées en baie de la Forêt.
Constats : L'inspection de la SARL Stimul-Flore a mis en évidence que cette installation reprenait des déjections brutes en provenance de la SARL Société Costarmoricaine d'Elevage de Poulets. Non Conforme
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3mois